

Le journal Les Echos analyse la crise.

Posté le : 13 février 2016 17:26 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Attitudes

Tout le monde se rend compte que l'optimisme déraisonnable né de « l'alignement des planètes » ne s'est pas concrétisé en 2015 et que le surgeon résiduel du début d'année 2016 a été coupé à la racine par le caprice des marchés. « L'année de la bourse » prédite par le Figaro sur cinq colonnes s'est traduite par une baisse de près de 20%. On était en route vers les 6.000 points du CAC 40 et nous voilà à 3.900 ! « Les marchés sont devenus fous, tous les fondamentaux sont excellents, surtout pour les banques ». « Les banques centrales s'avèrent impuissantes ». La panique nous voilà !

Une occasion de lire un excellent journal, Les Echos, dans sa livraison du 13 février 2016.

On y apprend, sans commentaire, que le cours du nickel est passé de 51.600 dollars la tonne en 2007 à 7.600 dollars. En 2015, l'année de l'alignement des planètes, il a perdu la moitié de sa valeur. Cette évolution est la même pour toutes les matières premières, sauf l'or, classé à tort dans ce département depuis 1971. N'apprend-on pas un peu plus loin que l'or, la vieille relique démonétisée, fait l'objet d'achats soutenus par les banques centrales : près de 600 tonnes ces dernières années ? Ailleurs on voit que les puits de pétrole en activité aux Etats-Unis sont passés de 2000 à 500. Quand la valeur d'un bien est divisé par trois ou sept, cela devrait faire réfléchir. La montée hystérique des cours avant 2008 était purement spéculative et conduite par des banques et des fonds de placement absolument débridés. Personne n'a voulu savoir d'où venait cette liquidité et remettre en cause « la juste appréciation des marchés » seule capable de dire le vrai. Les cours retombent. Tous. Et ce n'est pas le gaz de schiste qui mène la danse. Mais la perte de près de 12 mille milliards de dettes encourue en 2008 qui finit de peser sur tous les comptes malgré le transfert des rogatons aux Etats et aux banques centrales.

Cela confirme tout ce que nous avons inlassablement répété.

L'article sur Mme Lagarde, seule candidate à la direction du FMI est incroyable jusqu'au psychédélique. On ne sait pas si Lucie Robequain, l'auteure, a bien mesuré ce qu'elle écrivait.

« Le talent de Christine Lagarde est d'avoir beaucoup œuvré pour faire oublier son statut d'Européenne ». Il est vrai que la journaliste a rappelé que pour K. Rogoff, le choix d'un européen à la tête du FMI était un « incroyable anachronisme ». « Elle a pris le contrepied des mesures qu'elle préconisait lorsqu'elle était Ministre des finances à Bercy ». L'incohérence serait donc une vertu ? Voire la trahison des exigences nationales françaises ? « Christine Lagarde a imposé une image plus humaine du FMI en défendant la cause des femmes et du réchauffement climatique ». C'est évidemment ce qu'on attend d'un directeur du FMI. « Elle a été renvoyée devant la Cour de Justice de la République Française » conclut la journaliste. In cauda venenum.

On nous a parfois reproché l'article un petit peu sceptique sur Mme Lagarde que nous venons de commettre. Mais là, on dépasse toutes les limites dans la méchanceté. On croirait entendre Eric Zemmour : ce machin n'ayant aucun pouvoir on y a mis une femme, de plus menacée par la justice, trahissant ses propres actions et l'Europe et faisant sa révérence aux Etats-Unis, tout en soignant son image féministe et écologiste. Tableau ! Si on voulait signaler que le FMI était une institution morte, on n'aurait rien écrit d'autre.

Autre tableau, la chute retentissante des fonds américains : Carlyle, Blackstone, Appolo, KKr, ont perdu entre 50 et 66% de leur valeur boursière. La spéculation éhontée, « ça eut payé, mais cela ne paie plus ». Les dirigeants de ces groupes ne sont pas contents des marchés « incapables d'apprécier la force de leur modèle ». Alors ils rachètent leurs actions. Rien que du positif, question production réelle.

Un certain Anton Brender écrit qu'il faut « convaincre les marchés qu'il y a bien un pilote dans l'avion ». Mais on a supprimé les pilotes parce que les marchés « avaient toujours raison ». La solution : « les autorités financières mondiales doivent d'abord accepter un fait : la libéralisation financière qu'elles ont prônée a conduit à un système financier globalisé dont la plage de stabilité est limitée ». Comme c'est bien dit. « Savoir si les autorités souhaitent coopérer est une autre question ». « Pour l'instant leur souci semble être plutôt d'éviter que leur monnaie s'apprécie ». Les changes flottants ne serait-ils plus l'extraordinaire panacée qu'on nous présente depuis 1971 ? Un petit doute s'est-il insinué ? « La BCE cherche à soutenir la croissance et à faire baisser le chômage sauf qu'elle ne peut pas le dire ». C'est bien, ces institutions qui font l'inverse de ce que leurs statuts préconisent et qui doivent se taire ? L'ennui c'est que cet article se contente d'appeler à l'envoi de signaux forts qui prouveraient qu'il y a un pilote dans l'avion. Pas de chance il n'y a pas de pilote. Relire pour s'en convaincre ce qu'on vient d'écrire sur le FMI et Mme Lagarde.

Selon les articles, l'explication des événements change. Le ton dominant est que la crise des marchés serait irrationnelle et la marque d'une « nosophobie aggravée des investisseurs » (peur irrationnelle d'attraper une maladie). Les marchés sont sains, mais pas les investisseurs. Dommage. Pour Eric Le Boucher, « le mal n'est pas dans la finance mais dans la politique ». « Mettez du vin mousseux dans du porridge cela donne un truc infect ». Le porridge est la rigidité des Etats qui font grumeaux et refusent d'entrer joyeusement dans la mondialisation. La spéculation fait son boulot. Elle pointe les failles au Sud et au Nord. « Que font les autorités ? ». « La tentation populiste gagne à Varsovie et au New Hampshire ». « Les marchés sont en droit de douter de la qualité des gouvernements ».

Il faut dire qu'avec le nouveau gouvernement français, nous sommes sauvés. Il aurait « le souffle court » grince le Journal. L'*understatement* est un art.

Pensons au lecteur qui ne saura plus, à la fin de la lecture, si ce sont les marchés qui sont le problème, ou les investisseurs irrationnels et nosophobiques, ou les banques centrales car un « environnement de taux négatifs peut inquiéter car il est malsain » (Xavier Rolet - directeur de la bourse de Londres), ou les banquiers, ou les fonds de placements, ou les autorités financières mondiales ou les gouvernements.

Finalement rendons grâce à l'éditorial de Guillaume Maujean qu'on croirait directement tiré de notre blog.

« Nous sommes dans l'ère de la crise financière permanente ». « Plus jamais cela » avait pourtant crié, dans un même élan, l'ensemble des autorités, gouvernements, institutions ». Lors d'un G.20 historique. Mais on n'a rien fait faute de diagnostic solide. « On a laissé les banques centrales seules faire face à la situation. Les pompiers pyromanes ont paré au plus pressé. Personne, pas même le FMI, ne s'occupe de regarder l'effet produit par cette vertigineuse création de monnaie ».

Sur ce blog, nous avons critiqué dès 2009 l'inanité de la politique proposée par le G.20. Il aura fallu sept ans de réflexion pour que certains s'en rendent désormais compte. De même nous disions que les « banques centrales sont comme les psychanalystes : elles ne savent régler que les problèmes qu'elles ont elles-mêmes créés ». C'est tellement évident. Maintenant presque tout le monde voit que ces Reines d'un jour improvisées sont carrément nues et grelottent dans le froid des incohérences majeures et de l'absence de résultats probants.

« Le chacun pour soi domine. Les grands déséquilibres n'ont pas disparu. Les mêmes maux créent les mêmes séquelles ». Franchement nous avons l'impression de nous relire. « Il est urgent que nos gardiens du temple mènent une initiative internationale concertée si on ne veut pas que ce nouveau coup de tabac financier se termine par une crise encore plus profonde ».

Bravo ! Et Enfin !

Il reste juste à affirmer qu'il faut mettre fin aux changes flottants et à la liberté totale des mouvements de capitaux à court terme (la fameuse Hot money). Mais cela, c'est une autre affaire. Une transgression quasi impossible.

Domage : il faut bien un nouveau Bretton Woods qui supprime ce qui était erroné dans des accords trop dominés par la puissance exclusive des Américains mais qui restaure les disciplines qui furent à la base des trente glorieuses.

Encore un effort, Messieurs des Echos !